

ALCOOL ET AUTRES DROGUES: APPRENDRE À DISTINGUER LE VRAI DU FAUX

Les représentations sur les drogues restent très éloignées de la réalité des consommations de ces produits. Ces « vraies fausses » idées constituent autant d'entraves au dialogue et à la responsabilisation de chacun sur ces questions complexes. En déconstruisant certaines vraies fausses idées, la campagne « *Alcool et autres drogues. Le vrai et le faux* » diffuse une information adaptée sur les produits psychoactifs et les dépendances. Et sensibilise chacun à ces enjeux de santé publique et de société bien réels. Un premier exercice à répéter pour obtenir un impact significatif sur les comportements des personnes.

Ludovic Henrard¹

Mots-clés

- Alcool
- drogues illégales
- Représentations
- Réglementation
- Sensibilisation
- Campagne d'information
- Responsabilisation
- Autonomie

Un enjeu de Santé Publique

Dans notre pays plus de neuf adultes sur dix consomment au moins une drogue : alcool, cannabis, médicaments psychotropes, cocaïne,...). En fonction des produits utilisés et des modes d'usages, ces comportements peuvent provoquer un impact, parfois très négatif, sur la santé physique et mentale des usagers et de leur entourage. L'alcool et le tabac, les deux premières causes de mortalité liées à des comportements évitables, constituent sans conteste le problème prioritaire. Plus de huit adultes sur dix consomment de l'alcool et la consommation « à risque », « problématique » ou quotidienne concerne un bon quart de ceux-ci. Selon les estimations 1.800.000 enfants de moins de 15 ans et 300.000 partenaires (enfants, conjoint(e),...) subissent les conséquences négatives (problèmes relationnels, violences,) de ces consommations inadaptées.² Accidents de la route, violences, mortalité liée à la consommation, absentéisme au travail Le

coût social payé à l'alcool est aujourd'hui exorbitant.

En comparaison la problématique des drogues illégales reste marginale. Cela, que l'on observe l'étendue de la consommation ou les répercussions négatives de ces consommations sur les personnes et l'ensemble de la société. Des nombreux produits illicites en circulation (amphétamines, héroïne, champignons hallucinogènes, cocaïne, ecstasy,) seule la consommation de cannabis dépasse le seuil de la confidentialité. Les 25-34 ans caracolent en tête de classement : 25% des Belges entre 25 et 34 ans ont essayé le cannabis au cours de leur vie, 10% au cours du mois dernier, parmi lesquels un tiers consomme quotidiennement ou presque³. Seule une infime minorité consomme régulièrement d'autres drogues illégales. Ces constats étonneront certains car ils contredisent les intuitions de la majorité d'entre nous à l'heure de penser le sujet « drogues ». C'est un doux euphémisme, il existe une grande divergence entre la réalité des consommations et la

1 Directeur de la Fédito Bruxelloise

2 Eurocare, 1998 & Demarest, 2004.

3 (Demarest e.a., 2004), rapport ISP 2006, p. 26.

perception qu'en a « l'opinion publique » (entendez les citoyens, politiques, et médias peu sensibilisés à la question). Les discours plus ou moins alarmistes et les cadres réglementaires très variables allant de la prohibition à la commercialisation ne correspondent en rien à la toxicité intrinsèque des produits. Pas plus qu'à leurs conséquences réelles en termes de santé publique et de morbidité. Comment expliquer ce décalage entre impact de santé et nos représentations plus ou moins négatives, entre impact sur la société et les réglementations plus ou moins restrictives?

L'alcool roi

L'élément d'explication principal consiste en l'intégration culturelle ou non du produit, et l'intégration ou l'exclusion économique, juridique et sociale qui en découlent. L'alcool est l'exemple type de la drogue culturellement intégrée dans notre société. Elle est l'une des plus toxiques avec l'héroïne et la cocaïne. Elle peut générer une dépendance forte et avoir un impact désastreux pour la santé de ceux qui en abusent. Pourtant l'alcool est légal, ce qui ne choque heureusement personne. Mieux, ce produit est souvent valorisé : consommer de l'alcool fait partie des petits et des grands moments de notre vie. Il joue un véritable rôle de lubrifiant social. De par sa commercialisation et l'autorisation de la publicité, le secteur de l'alcool représente enfin un poids économique important.

Cette intégration culturelle présente des avantages. Elle est synonyme d'une connaissance générale minimale du produit, de ses effets, et des risques liés à sa consommation. Les parents, quand ils ne montrent pas le mauvais exemple, éduquent leurs enfants à une consommation raisonnable et indiquent les limites à ne pas (trop souvent) dépasser. En cas de problème de consommation, l'aide ou le conseil se trouve chez les parents, les

proches, le médecin de famille ou n'importe quel acteur de proximité. L'alcoolique est considéré pour ce qu'il est, une personne malade, mais en aucun cas pour un criminel. Cela rend la démarche de demande d'aide moins pénible à entreprendre. A différents niveaux cette intégration permet donc d'éviter et de réduire les dégâts potentiels de ce produit. Si l'alcool constitue un problème de santé publique prioritaire, ne perdons pas de vue qu'une large majorité des consommateurs d'alcool n'a aucun problème de consommation.

Il serait cependant difficile d'éviter les effets pervers liés à cette proximité. Notamment la banalisation du produit, la sous-estimation courante de la consommation, et les incohérences de la réglementation ... L'alcool constitue un problème de Santé Publique prioritaire ? Vous en trouverez à chaque coin de rue et dans les distributeurs automatiques On attribue « de 25% à 40% des accidents de la route à l'alcool »⁴ ? Les stations services en écoulent aux automobilistes... Retarder l'âge des premières consommations diminue les risques d'alcolodépendance ? Les stratégies publicitaires visant les plus jeunes restent légales... On reconnaît la nocivité potentielle de ce produit? La publicité pour l'alcool associe ce produit aux performances sportives, à la virilité, à la séduction, Cette banalisation se superpose à un tabou social puissant, une absence de débat de fond à propos de la consommation d'alcool, de sa place dans notre société et des mesures à prendre pour minimiser ses impacts négatifs. Le manque de programmes de sensibilisation, l'accès illimité, la publicité, la valorisation sociale du bon vivant restent de mise sans que l'on s'en émeuve de trop.

Les drogues criminelles

Faisons le grand écart et abordons les drogues illégales. Leur consommation



La Fédération Bruxelloise Francophone des Institutions pour Toxicomanes (FEDITO) fédère 18 institutions bruxelloises actives dans la prévention, la réduction des risques et les soins relatifs aux assuétudes. Notre secteur est composé de services d'information pour le public, de plusieurs centres de soins, d'un réseau de médecins, de services de consultations psychosociaux Ou encore d'un projet de réinsertion par le sport, de programmes de prévention des assuétudes dans les entreprises Ce qui pourrait s'apparenter au premier coup d'œil à une nébuleuse est en réalité la réponse pragmatique à un phénomène multiforme auquel aucune solution « toute faite » n'est applicable. Cette diversité, et le débat d'idées qu'elle implique, facilitent l'adaptation du secteur dans son ensemble à une réalité plurielle inscrite au cœur de notre société : la consommation de substances psychotropes.

Contact : rue du Président,
55, 1050 Bruxelles,
02 / 514 12 60, fedito@brutele.be, www.feditobxl.be

4 Selon l'European Road Safety Observatory: Alcohol (ERSO, 2006, voir http://www.erso.eu/knowledge/content/05_alcohol/alcohol.htm) et ETSC (2006), Traffic law enforcement across the EU (http://www.etsc.be/documents/Traffic_Law_Enforcement_in_the_EU_An_Overview_May_2006_ETSC.pdf). Voir aussi Commission Fédérale Sécurité Routière (2007), Etats Généraux de la Sécurité Routière 2007. Dossier conduite sous l'influence d'alcool, Retrieved november 2007, (<http://www.cfsr.be/Docs/Groups/CFSR%20GT%20alcohol%20DEF.pdf>).

iDA

iDA (information sur les Drogues et l'Alcool) asbl réunit les trois organisations de coordination sectorielles actives dans le domaine de l'alcool et des autres drogues en Belgique : Vereniging voor Alcohol en andere Drugproblemen vzw (VAD), et les fédérations des institutions pour toxicomanes bruxelloise et wallonne (FEDITO wallonne et FEDITO bruxelloise). Ces fédérations représentent et coordonnent plus d'une centaine de services spécialisés dans le domaine de la prévention, de la réduction des risques, des soins et de la réinsertion des personnes dépendantes aux drogues légales et illégales.

VAD et FEDITO's combinent leurs expériences et leurs expertises au sein de l'asbl iDA afin de fournir une information au grand public et aux professionnels les plus concernés par la thématique des drogues légales et illégales. iDA asbl est subventionnée par le Ministre fédéral des Affaires Sociales et de la Santé Publique, dans le cadre du Fonds de lutte contre les assuétudes.

Infos :

<http://www.infordrogues.be/ida/index.html>

reste relativement restreinte, leur toxicité moindre ou comparable à celle de l'alcool, et leur impact en termes de santé publique très limité. Pourtant elles provoquent une grande inquiétude auprès du public, affolent les médias qui en perdent leur esprit d'analyse et enfin, elles tétanisent nos responsables politiques... Les produits psychoactifs illégaux, communément assimilés à « la drogue », réveillent les craintes et les phantasmes les plus négatifs. « La drogue », c'est la déchéance, la spirale vers la déchéance, le vice incarné. Le consommateur de drogues illégales, c'est le drogué, le tox... Au mieux un pauvre type. Plus souvent un criminel en bonne place dans le hit parade des sapeurs de système, un élément à combattre coûte que coûte pour la sécurité de nos enfants et le maintien d'un minimum de valeurs.

Les médias jouent un rôle amplificateur. Le thème des drogues illégales est un must, une valeur sûre qui fait peur et fait vendre. Le ton du discours est souvent alarmiste, axé sur le sensationnel et la criminalité. Pensons aux différentes variantes du « sous l'emprise de la drogue, il commet l'irréparable », à ces nombreux articles liant drogues et crimi-

nalités : saisies, trio drogues-armes-terroristes, ou plus récemment au cannabis qui rend fou, ...

Le (non) cadre législatif actuel est-il dû à nos représentations ? Ou inversement ? Quoiqu'il en soit la prohibition actuelle entraîne l'impossibilité de contrôler la qualité des produits qui circulent et expose les consommateurs à des risques accrus pour leur santé. Il amplifie et légitime à son tour ce phénomène de rejet généralisé en faisant *de jure* de l'usager de drogues illicites un criminel.

Dans cette ambiance délétère le responsable politique a plus à perdre qu'à gagner. Même conscient de l'hypocrisie et des incohérences de la réglementation actuelle, quel politique suicidaire voudra passer pour celui qui transformera nos chères têtes blondes en plantes ou en criminels ? En attendant, le « discours dominant » associe les consommateurs de drogues illégales à des criminels et les maintient dans la stigmatisation, la marginalisation, et la désaffiliation sociale.

Modifier les représentations

Entre l'alcool et les drogues illégales c'est donc le jour et la nuit, le légal et l'illégal,



le valorisé et le stigmatisé. Pourtant nous parlons de drogues. D'autres éléments sont communs. A commencer par le tabou social qui rend difficile d'aborder ces sujets sur le fond. Que l'on aborde l'alcool banalisé ou les drogues diabolisées, de nombreuses considérations (sécuritaires, politiques,...) viennent perturber un débat qui devrait en priorité porter sur les actions à mettre en œuvre pour préserver au maximum la santé du plus grand nombre en valorisant la responsabilisation des individus.

Une conséquence de ce manque de débat consiste en l'absence de grandes lignes directrices et d'objectifs à atteindre sur le plan de la santé. L'inexistence d'un cadre général d'action constitue par conséquent un autre élément commun. Objectifs de santé à atteindre et cadres de réglementation nécessiteraient d'être adaptés en fonction des différents produits, de leur dangerosité et sur bases de programmes et de réglementations ayant démontré leur efficacité. Que ce soit pour l'alcool ou les drogues illégales certaines contradictions sautent aux yeux. Par exemple en autorisant encore la publicité pour l'alcool, l'Etat permet aux alcooliers de cibler et de fidéliser un public fragile et stratégique : les plus jeunes. En même temps on entend parler d'interdiction de la vente aux mineurs. Va-t-on bientôt autoriser la publicité visant un public qui n'a légalement pas accès au produit ? Pour les drogues illégales, l'Etat maintient la prohibition des produits et la criminalisation des consommateurs malgré l'inefficacité avérée de ces dispositifs. Il se prive par la même occasion des outils pouvant préserver la santé de ses citoyens : contrôle de qualité, déstigmatisation des consommateurs, réglementation adaptée aux réalités sociétales.

Enfin, dernier point commun, on réalise la difficulté de changer les comportements sans une approche globale et volontariste impliquant un grand nombre

d'acteurs : professionnels de la santé, de l'éducation, médias, politiques, forces de l'ordre,... C'est en combinant des mesures réglementaires (prix, disponibilité, répression,), de prévention et d'information, et la formation de professionnels que l'on peut espérer responsabiliser chacun face à ses consommations. En n'oubliant pas que certains abuseront toujours, par choix, informés des risques qu'ils encourent, pour changer de réalité, peu importe la loi, le niveau d'information et l'éducation générale par rapport aux produits.

Une campagne d'information, pourquoi faire ?

Les fédérations bruxelloise et wallonne des institutions pour toxicomanes (FEDITO), et leur homologue flamande (VAD) regroupent les professionnels actifs dans le domaine des drogues et des dépendances. Actives à l'interface du terrain, des décideurs politiques et des relayeurs d'opinion, elles sont directement confrontées à ces représentations plus ou moins biaisées. Elles constatent aussi leurs effets négatifs : débat politique et de société difficiles, rejet et stigmatisation des usagers de drogues illicites, réglementations inadaptées, absence d'objectifs clairs ...

FEDITO et VAD sont parties de ces constats pour organiser la campagne de sensibilisation « Alcool et autres drogues. Le vrai et le faux ». Cette première action du genre en Belgique représentait l'occasion idéale pour déconstruire certaines de ces représentations qui constituent autant de freins à une approche plus nuancée et pragmatique de ces phénomènes.

En affirmant, sur un ton parfois décalé, une série de contre vérités, de vraies fausses idées touchant différents produits psychoactifs, l'objectif était de

susciter une réflexion sur les produits et les consommations dans notre société. Qui n'a jamais entendu « *On commence par un joint et on finit à l'héroïne* », « *un verre d'alcool et un joint c'est kiff-kiff* », ou « *pour arrêter il suffit de vouloir* »,... ? Il s'agissait précisément d'interroger ces préjugés et de fournir une réponse adaptée aux questions posées. La campagne « *Alcool et autres drogues. Le vrai et le faux* » vise donc à informer et à faire réfléchir en évitant des résultats contre-productifs. Dans ce domaine très sensible, il s'agissait notamment d'éviter de choisir de « vraies fausses » affirmations qui auraient pu être lues au premier degré et ainsi renforcer la stigmatisation des usagers ou certains préjugés tenaces.

Informers, faire réfléchir, provoquer le dialogue. Les objectifs de ce premier exercice médiatique d'envergure peuvent paraître modestes mais il faut rester réaliste. Les slogans médiatiques, forcément courts, voire parfois réducteurs, sont vite oubliés par le public entre deux articles ou deux autres publicités. Une campagne médiatique ponctuelle ne peut avoir un impact significatif sur les préjugés et les comportements de consommation de la population. Changer les représentations et les habitudes représente un travail d'éducation permanent à maintenir sur le long terme. Ce processus passe par le dialogue et certains acteurs ont donc un rôle crucial à ce niveau. Rien ne peut remplacer le dialogue entre proches, au sein de la famille. Les acteurs de

l'éducation sont également en première ligne pour aborder ces enjeux et responsabiliser les plus jeunes. Les professionnels de la santé enfin peuvent aussi exercer une action de sensibilisation et d'éducation au quotidien.

Avec cette campagne FEDITO's et VAD ont posé les bases sur lesquelles d'autres actions devraient s'organiser dans un futur que nous espérons proche. Des actions plus ciblées sur certains publics prioritaires afin de les atteindre avec des messages plus spécifiques. Des actions moins médiatiques mais plus en profondeur et inscrites dans la durée via les professionnels de la santé et de l'éducation. Egalement la création de supports d'informations permanents et utilisables par les différents acteurs concernés.

De nombreux obstacles entravent la bonne marche vers une gestion plus cohérente des consommations de produits psychoactifs. En rappelant l'évidence niée au quotidien par le plus grand nombre dans le domaine des drogues, nous sommes en première ligne de cette politique de responsabilisation et d'éducation à tous les produits psychoactifs légaux et illégaux. Un objectif impossible à atteindre sans qu'une série d'acteurs clé, médias, responsables politiques et acteurs d'éducation au sens large, ne prennent pas leur part de responsabilité. ■